

Joinet, B. *Tanzanie, manger d'abord*, Paris, Ed. Karthala, 1981.

Muhima Sebisogo

Volume 13, Number 4, 1982

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701444ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701444ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Sebisogo, M. (1982). Review of [Joinet, B. *Tanzanie, manger d'abord*, Paris, Ed. Karthala, 1981.] *Études internationales*, 13(4), 763–767.

<https://doi.org/10.7202/701444ar>

né. L'auteur fait aussi le reproche aux « puristes » de ne pas introduire cet aspect de la vie étatique sous prétexte que cela nuirait à l'objectivité de leurs études.

Dans une première partie, l'auteur passe en revue le progrès rapide qu'a connu le Botswana depuis son indépendance en 1966. Les deux principaux pôles de croissance ont été les industries minières, avec leurs diamants fameux, et l'élevage de bétail pour l'exportation. Déjà l'auteur démontre que l'appareil gouvernemental dans ses politiques a grandement favorisé ces deux secteurs, sources considérables de revenus pour le gouvernement. Par contre les secteurs plus défavorisés, comme le milieu rural, ont été relativement négligés même si le pays souffre d'une pénurie d'emplois pour une main-d'œuvre surabondante.

Dans la seconde partie (section 3), l'auteur fait ressortir les principaux obstacles qui retardent le développement de ce pays. Curieusement, ce n'est pas l'absence de main-d'œuvre et de capitaux qui font défaut, comme nous enseigne les modèles de croissance. Les deux sont abondants. C'est plutôt l'absence chronique de main-d'œuvre spécialisée qui fait défaut pour les tâches à accomplir, comme dans le secteur public où les expatriés viennent partiellement combler le vide. De même la technologie étrangère abonde mais seulement dans les secteurs les plus rémunérateurs. Elle est absente dans l'industrie manufacturière naissante et qui n'a pas encore vraiment démarré.

De plus à cause de la contiguïté du pays avec l'Afrique du Sud et de la petitesse des marchés internes – population de 600,000 habitants seulement – les investisseurs étrangers doivent espérer un rendement substantiel avant de se lancer dans ce coin semi-désertique d'Afrique.

À la section 4, principale partie de l'étude, Isaksen introduit les dimensions non économiques de son étude, qui selon lui devraient être présentes dans toute analyse qui se veut objective. L'on reconnaît ici l'influence de Myrdall. L'élite politique qui dirige le pays et les bureaucrates, essaie-t-il de faire ressortir,

sont parti intégrante des problèmes macroéconomiques à résoudre. Car ce sont eux, en fin de compte, dans ce pays avec une organisation centraliste, qui par leurs décisions permettent une plus grande entrée ou pas d'expatriés, de même aident à créer un climat favorable pour les investisseurs étrangers.

L'auteur poursuit son analyse aux deux niveaux politique et bureaucratique. L'élite politique poursuivant les politiques économiques conservatrices de leurs prédécesseurs – les britanniques – a assuré ainsi une continuité mais a fait preuve de trop de conservatisme dans certains domaines comme dans un surplus d'accumulation de réserves étrangères. Ces politiques, conçues au moment où le pays était colonie de l'Angleterre, ne sont plus adéquates aujourd'hui. Au temps des Britanniques il n'était pas bienvenu à Londres d'avoir des déficits à renflouer dans une colonie. Néanmoins, l'aide britannique et l'aide des pays industriels en général continue d'affluer au Botswana.

L'auteur enfin conclut que le développement économique du Botswana est fortement contraint par des facteurs politiques et bureaucratiques. L'attitude conservatrice qui prévaut dans ces milieux doit, selon lui, être changée pour tourner cette machine puissante vers le développement économique.

Bref des études semblables à celle de Isaksen devraient être poursuivies pour tous les pays. Elle est aussi une source importante d'informations pour les étudiants du développement économique en Afrique.

Martin PERRON

*Ministère d'État, Science  
et Technologie, Ottawa*

JOINET, B. *Tanzanie, manger d'abord*, Paris, Ed. Karthala, 1981.

L'expérience tanzanienne de l'Ujamaa a déjà fait l'objet d'un nombre impressionnant d'ouvrages et d'articles de revue. Elle continue d'ailleurs de susciter un intérêt et une curiosité auprès de ceux qui sont à la recher-

che d'un modèle alternatif de développement en Afrique ou de ceux qui sont d'avis qu'une voie non calquée sur le capitalisme ou le socialisme classiques est d'avance vouée à l'échec. C'est, sans doute, dans l'objectif de contribuer à une meilleure connaissance du cheminement du « projet tanzanien » que s'inscrit le récent ouvrage de Bernard Joinet: *Tanzanie, manger d'abord* (261 p.), publié en 1981 à Paris aux éditions Karthala. Ce n'est pas la première fois que l'auteur s'intéresse au projet de développement tanzanien. Dans un article publié dans la *Revue des Études Coopératives* (1978, no. 192, pp. 67-94), il abordait le problème de « l'Ujamaa et le développement agricole en Tanzanie socialiste ». Cet article annonçait, à n'en point douter, la préparation de l'ouvrage ainsi publié quelque temps avant cet autre article, « le socialisme tanzanien et les contraintes du système financier international », paru dans le *Monde Diplomatique* du mois d'octobre 1981.

Dans cette note, il sera essentiellement question, 1) de l'objet du livre, 2) du cadre de compréhension de la politique tanzanienne, 3) de l'hypothèse sur l'économie de solidarité et 4) des quelques observations suivies, 5) d'une brève conclusion.

Double est l'objectif du livre. L'auteur s'emploie, d'une part, à décrire la lutte que mène la population tanzanienne, sous la houlette du Parti révolutionnaire de Tanzanie (« Chama cha mapinduzi ») pour s'assurer la production agricole et juguler la faim, toujours menaçante. Cela explique le titre, combien évocateur, retenu pour l'ouvrage. En outre, il montre que l'arme conçue pour mener cette lutte est l'Ujamaa, c'est-à-dire la « familialité » tanzanienne, pensée et mise en oeuvre par le pouvoir politique incarné par le président Julius N. Nyerere. C'est l'aspect relatif au choix politique. Comme outil, l'auteur opte pour le langage simple de tous les jours: celui qui « parle des pauvres, du développement, de maladie et d'ignorance ».

Reconnaissant d'emblée qu'il n'est pas un témoin neutre, l'auteur, prêtre et hôte du pays depuis quinze ans, livre un témoignage, fruit d'une expérience partagée et quotidienne

de cet effort collectif dans la lutte contre la faim pour la quête de la dignité et de l'autonomie inhérentes à l'Ujamaa.

Le point central du livre consiste en une triple clé comme cadre de compréhension de la politique, sous toutes ses dimensions, que mène la Tanzanie. La première consiste en l'interaction entre la lutte pour la production agricole et la lutte pour l'indépendance (p. 20). L'objectif fondamental poursuivi est la lutte pour l'autosuffisance alimentaire. Cette lutte est d'autant plus permanente qu'il y a des obstacles opposés, d'une part, par une pluviométrie irrégulière, peu favorable à l'agriculture et cause fréquente des disettes endémiques, et par la croissance démographique (3,5%) plus rapide que l'augmentation du PNB (3,0%). Il apparaît ainsi que le sous-développement n'est pas un fait dû au capitalisme ou au socialisme. « Il est dû au climat, à la pluviométrie, à la nature des sols, à la croissance démographique » (p. 55).

C'est d'abord la conséquence des contraintes liées à la morphologie. Cet état de faits requiert, sur le plan politique, un engagement national. L'autosuffisance alimentaire ainsi envisagée devient un objectif susceptible de mobiliser le sentiment national en faveur de l'indépendance et de l'unification nationale (p. 20).

La guerre, naguère, livrée contre l'Ouganda d'Idi Amin Dada et l'effort consenti pour soutenir les mouvements de libération trouvent là leur justification. Ils illustrent cette volonté d'indépendance et répondent au besoin de l'unité nationale. Ils traduisent en même temps cette tension, source inévitable de contradictions, entre la production agricole et la lutte pour l'indépendance.

La seconde clef est relative à cette volonté d'accroître la production agricole mais dans l'égalité sociale. Elle traduit une tension immanente de l'Ujamaa: « Comment augmenter la production des produits essentiels à la vie sans créer d'inégalités? Comment créer une société d'hommes égaux sans diminuer la production? » (p. 65) Cette clé permet de mieux saisir l'Ujamaa. Il m'a toujours semblé que l'identification ou mieux la réduction de l'Uja-

maa au socialisme était une interprétation fort commode, source fréquente de malentendus. Aux yeux de l'auteur, l'Ujamaa n'est pas fille de Marx (p. 8) : elle n'a rien à voir ni avec le socialisme scientifique ni avec le matérialisme historique. Recourant plutôt au sens contextuel, l'auteur est d'avis que « l'Ujamaa ni moyo », c'est une attitude de cœur qui privilégie « le choix de la dignité de l'homme, de tout homme » (p. 64). La politique, la planification économique et la formation des villages, etc. sont des moyens pour assurer la protection et la défense de cette dignité. Cette protection, passe, bien entendu, par la satisfaction des besoins physiques fondamentaux de l'homme : de la nourriture, de l'eau potable, une habitation convenable, un minimum d'éducation, la santé.. (p. 65). Tel est l'un des objectifs de l'Ujamaa mais aussi son défi majeur : est-il possible d'augmenter la production des biens alimentaires et des inputs destinés à assurer cette production tout en garantissant l'égalité des citoyens au sein de la société ? La construction d'une telle société comporte et a toujours comporté des tensions comme l'illustre tout le cheminement de l'Ujamaa depuis les villages Ujamaa jusqu'aux villages de développement actuels, considérés comme une tentative de réponse à cette tension tant il est vrai que lorsque « l'égalité augmente, la production diminue » et (qu')« il n'est pas facile de développer l'agriculture sans créer une classe d'ouvriers agricoles sans terre » (p. 67) et sans favoriser l'inégalité.

L'on sait que les villages de développement sont caractérisés, entre autres, par le système d'autogestion. Celui-ci a été institutionnalisé par la « Loi de 1975 sur l'administration des villages » (p. 92), faisant de ces derniers des personnes morales susceptibles de mener des activités lucratives répondant à des besoins collectifs essentiels. Il y a, par exemple, effort d'autogestion villageois dans la construction des points de vente (marché), dans la construction des écoles et des dispensaires ruraux.. Toutefois, les objectifs assignés à la « villagisation » (à travers les diverses formules utilisées) semblent consister dès le départ, non seulement dans l'augmentation de la production agricole mais aussi et surtout dans l'intégration des populations et la cons-

truction de la nation, faisant sortir les familles de leur isolement pour susciter une solidarité nouvelle, villageoise et nationale transcendant les anciennes solidarités familiales restreintes (p. 145). Ici aussi la tension est manifeste. La formation progressive de la nation et la construction de l'État moderne recèlent de nombreuses contradictions opposées à l'autogestion villageoise (pp. 118-119). Comment en effet concilier ce besoin d'autogestion villageoise requise par et pour le développement autonome villageois avec l'unification de la nation qui exige la création d'un appareil central étatique avec, en conséquence, l'apparition d'une bureaucratie ? Telle est la troisième clef proposée pour saisir le développement agricole dans les villages (p. 98).

Le cadre ainsi présenté constitue l'objet des chapitres 1 à 6 que développe l'auteur tout en nous parlant du défi que constitue le fait de vouloir assurer le bonheur par les services publics (chap. 4), des espoirs et difficultés de la production familiale (chap. 5) et des voies de la production collective (chap. 6). Les deux derniers chapitres sont consacrés, le 7<sup>ème</sup>, à l'analyse de la lutte pour l'acquisition des devises et le 8<sup>ème</sup> à l'étude du poids du monde industrialisé.

Parmi les obstacles à la construction d'une société égalitaire et autogestionnaire, l'auteur mentionne, en plus de l'ordre économique international actuel, l'émergence d'une bureaucratie envahissante, lieu privilégié de la corruption et de la mauvaise gestion. Il importe de s'arrêter sur ce point.

Contrairement à certains auteurs qui s'en prennent, de façon épiphénoménale, à la bureaucratie africaine, il montre que la tension qu'elle engendre est structurelle, liée qu'elle est à la formation et à l'émergence de la nation et de l'État modernes. En dehors du cas particulier de la Tanzanie où ce phénomène de la corruption reste contenu dans certaines limites, l'auteur est d'avis que la question de la corruption et de la mauvaise gestion doit être examinée comme un phénomène plus vaste. En observant que « les solidarités familiales dirigent la vie économique du pays » (p. 189), il émet l'hypothèse qu'il s'agit là de la manifestation de l'économie de solidarité (p. 187).

De ce fait, ces solidarités familiales doivent être prises en compte par l'économie.

Très stimulante, cette hypothèse permet, d'une part, d'éviter tout jugement de valeur sur les phénomènes de corruption et de mauvaise gestion (p. 191) et de contourner, d'autre part, l'hypothèse marxiste essentiellement réductrice qui considère la bureaucratie comme une classe exploitant les paysans (p. 190). Enfin, elle a l'avantage de permettre de surmonter le dualisme entre les villes et les campagnes en postulant l'analyse de la société globale (p. 191).

Toutefois, cette hypothèse ne permet de fournir, à mon avis, aucune explication sur les raisons de la persistance des solidarités familiales ni les motifs d'une emprise aussi forte sur les comportements des individus dans la société moderne en construction. Ne faut-il pas dès lors formuler une hypothèse alternative: dans une société en transition, dominée par le poids des structures sociales, caractérisée par une économie insuffisamment autocentrée et en l'absence d'une législation assurant la protection des individus, l'économie des solidarités, pour reprendre l'expression de l'auteur, reste le cadre le meilleur qui modèle le comportement aussi bien individuel que collectif des sujets sociaux et constitue le recours le plus approprié pour résoudre les problèmes fondamentaux socio-économiques de la vie quotidienne.

La lecture du livre est très aisée et fort stimulante grâce à son style simple qui, toutefois, ne sacrifie en rien l'analyse du contenu. Sans doute, les amateurs des analyses scientifiques resteront-ils sur leur faim malgré les quelques notes d'information et documents livrés à leur intention (p. 8). Ils auraient peut-être souhaité un bilan quantifié du cheminement de l'Ujamaa. En outre, ils reprocheraient à l'auteur le danger de subjectivisme lié au ton délibérément adopté: passionné et donc partiel et partial. Il n'empêche que l'auteur a réussi à décrire l'expérience tanzanienne dans le vécu quotidien. Il a essayé de comprendre de l'intérieur l'effort collectif d'un pays déterminé à assurer son autosuffisance et son autodétermination à travers les contraintes aussi bien naturelles d'ordre morphologique que celles issues

des choix politiques internes et externes, le tout décrit avec une fine observation.

Il faut souligner, entre autres, le double mérite de l'auteur: il décrit le long cheminement sans prendre comme référence les modèles de développement classiques. Cela lui permet d'éviter le piège de l'ethnocentrisme qui, réduisant l'Ujamaa au socialisme, en arrive forcément à n'y voir qu'une suite d'échecs inéluctables. Et plus, il relève le décalage permanent entre l'aspect théorique (les objectifs par exemple) et la pratique vivante et vécue de l'Ujamaa tant il est vrai que celle-ci, comme actualisation, n'épuise jamais toutes les virtualités du projet. Bien plus, ce déploiement peut même s'accompagner d'une certaine altération à cause précisément de multiples lieux de tension dont il est question plus haut. Comme l'a noté Castoriadis dans *Institution imaginaire de la société* (Paris, Éd. du Seuil, 1976) cette altération semble inhérente à toute insertion du projet social dans la temporalité.

En outre, l'auteur a mis en évidence un des obstacles majeurs à l'autogestion villageoise: non seulement le poids écrasant de la bureaucratie mais aussi l'absence de participation des populations rurales dans la prise des décisions (par exemple dans la fixation des prix) et l'inexistence du réseau de communication pour constituer justement un contrepois aux pressions de ladite bureaucratie.

Dans ce sens, ce livre situe, dans ses justes dimensions, l'effort de développement entrepris et constitue, en même temps, une démythification de l'Ujamaa dont on a trop exigé.

Enfin le livre fait sentir jusque dans les fins fonds des villages, le poids de l'ordre économique international actuel. En évoquant le rôle des devises et les contraintes imposées par les organismes de financement par le biais du FMI, l'auteur soulève, en filigrane, la question cruciale du modèle de développement (occidental) si facilement, hélas, adopté et pour lequel l'expérience tanzanienne constitue sinon une hérésie du moins un point de questionnement:

Parce qu'il refuse avec persistance de réduire le développement à ses seuls as-

pects de production et d'abandonner à leur sort les agriculteurs les plus pauvres, le « projet tanzanien » met radicalement en question une certaine notion occidentale de progrès (*Le Monde Diplomatique*, *ibid.*)

Le problème fondamental est de savoir si le développement passe nécessairement par un tel modèle. Le livre n'offre évidemment pas de réponse. Ce n'était pas son objet.

L'ensemble de ces observations révèle l'intérêt du livre. Aussi la présente note ne prétend aucunement en avoir épuisé le contenu, bien au contraire. Il s'agit d'une invitation à sa lecture qui, seule permettra d'en découvrir toute la richesse. Il intéressera, sans aucun doute, les hommes d'action en Afrique, soucieux de trouver une voie susceptible d'amener les populations rurales africaines à prendre en main leur devenir socio-économique.

Comme témoignage, il constitue aussi un cri d'alarme adressé aux hommes politiques africains : devant les problèmes aigus de l'approvisionnement des centres urbains en denrées alimentaires et face à une population rurale souvent vouée au chômage déguisé, il devient urgent de concevoir des politiques appropriées qui, d'une part, placent ces populations au centre même du processus de développement et privilégient, d'autre part, l'auto-suffisance alimentaire, comme source première de l'autonomie. C'est la seule voie alternative valable pour surmonter les obstacles qui se dressent sur le chemin du mieux-être collectif.

Pour les chercheurs, ce livre contient aussi une mine d'informations objectives sur cet effort collectif comme tentative originale d'un projet de société, jusqu'ici objet de controverses plutôt d'école. Il est à même de susciter un débat sur les stratégies à mettre en oeuvre pour que les populations s'impliquent dans le processus de l'auto-développement. C'est à ce prix que peut mûrir une réflexion, puisée et alimentée dans la pratique quotidienne, susceptible de dépasser les modèles classiques de développement pour concevoir et susciter des voies alternatives spécifiques

correspondant au contexte socio-culturel et aux besoins des populations.

Muhima SEBISOGO

*Département de sociologie  
Université Laval*

## AMÉRIQUE LATINE

DUMONT, René et MOTTIN, Marie-France, *Le mal-développement en Amérique latine : Mexique, Colombie, Brésil*. Paris, Seuil, Coll. « L'histoire immédiate », 1981, 288 p.

Qui a déjà parcouru Dumont sait bien à quoi s'attendre ici. Agronome de la faim ou défenseur du tiers-monde, comme il aime à se définir, René Dumont poursuit inlassablement à l'âge de 78 ans sa fougueuse croisade en faveur des opprimés de la terre. Europe et Asie rouges. Extrême-Orient, Afrique du Nord et Afrique noire, secteurs même de la campagne française, fournissent matière à ses vibrants plaidoyers depuis des décennies. Avec Marie-France Mottin, il signe maintenant sa critique de diverses aberrations rencontrées en Amérique espagnole et portugaise. Notons, au point de départ, que les trois nations choisies paraissent en progrès pour le moment. Le Mexique n'a-t-il pas connu sa grande Révolution, la première véritable au XX<sup>e</sup> siècle en cette partie du monde? Le gouvernement de Bogota ne levait-il pas, le 20 juin 1982, l'état de siège qui régnait en Colombie depuis 34 ans de façon presque ininterrompue? Les militaires de l'immense Brésil, pour leur part, n'ont-ils pas amorcé un retour à la démocratie après le miracle économique des années 70? Chimère et propagande pour l'étranger que tout cela, estiment les auteurs.

« Révolution paysanne trahie. Industrialisation pour privilégiés. Chômage, misère et malnutrition des villages aux bidonvilles », sous-titre sur le Mexique la première partie du petit livre (p. 13). C'est par sa capitale que nous abordons la Nouvelle-Espagne d'autrefois. Si Tenochtitlán paraît avoir été la plus